

# Imposer le paiement des impôts: Une bonne partie des Burkinabè réticents, demandent l'équité

Dépêche No. 437 d'Afrobarometer | Lionel Ossé et Ousmane Djiby Sambou

## Résumé

Confronté à des difficultés économiques dues à une dette extérieure trop pesante et à l'impact des récents chocs sécuritaires, le Burkina Faso se doit d'améliorer la mobilisation de ses recettes fiscales. Celles-ci sont en effet clairement inférieures à celles des autres pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) (Fonds Monétaire International, 2019). Ainsi, comme dans d'autres pays, ces ressources collectées permettraient de financer le train de vie de l'Etat ainsi que le développement socio-économique.

L'Etat burkinabè a consenti d'importants efforts, notamment pour le développement de certaines innovations telles qu'une version de la plateforme de téléprocédures e-Sintax. Celle-ci, élargie à tous les contribuables depuis février 2020, permet la télédéclaration et le télépaiement (LeFaso.net, 2020). Cependant, des questions liées à l'équité, à la transparence, et à la redevabilité du système du fisc restent posées et semblent alimenter une montée de « l'incivisme fiscal » dans le pays (CIFOEB, 2019; LeFaso.net, 2013).

Lors de l'enquête récente d'Afrobarometer, seulement une faible majorité des Burkinabè soutiennent le droit du gouvernement d'imposer le paiement des impôts et taxes. Cette proportion est encore plus faible chez les citoyens les moins nantis.

Les citoyens expriment un déficit d'informations aussi bien concernant le paiement des impôts et taxes que l'utilisation des recettes fiscales par le gouvernement. En effet, les Burkinabè sont favorables aux impôts et taxes si cela implique une amélioration des prestations de services de la part du gouvernement ou si les ressources sont bien utilisées pour l'auto-financement du développement du pays.

Ils estiment aussi qu'il doit y avoir de l'équité dans le paiement des impôts et taxes. Aussi bien les riches que les démunis sont d'avis qu'il faut imposer des taux plus élevés aux plus aisés afin de financer les programmes d'aide aux personnes défavorisées.

A la lumière de ces résultats, il se dégage que la légitimité d'imposer les impôts et taxes dépendra des réponses que le gouvernement apportera à ces perceptions citoyennes.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Burkina Faso, dirigée par le Centre pour la Gouvernance Démocratique, a interviewé 1.200 adultes burkinabè en décembre 2019. Un échantillon de

cette taille donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Burkina Faso en 2008, 2012, 2015, et 2017.

## Résultats clés

- Seulement une légère majorité (52%) des Burkinabè sont d'avis que les autorités ont toujours le droit d'imposer des impôts et taxes aux citoyens. Chez les plus démunis, plus de la moitié (51%) sont défavorables à ce droit.
- Malgré leur réticence d'accorder au gouvernement le droit d'imposer des impôts et taxes, une forte majorité (71%) estiment que celui-ci utilise les recettes fiscales qu'il collecte pour le bien-être des populations.
- Près de la moitié (46%) des citoyens pensent que le taux d'impôts des gens ordinaires est trop élevé. Et trois quarts (74%) estiment que les riches devraient payer des taux d'impôts plus élevés que les gens ordinaires afin de soutenir des programmes d'aide aux pauvres.
- Mais sept répondants sur 10 (70%) disent que le gouvernement devrait s'assurer que les petits commerçants et les autres personnes opérant dans le secteur informel paient des taxes sur leurs affaires.
- La majorité des Burkinabè seraient d'accord pour payer plus d'impôts afin de soutenir certains objectifs:
  - Pour financer des programmes d'aide aux jeunes (62%).
  - Pour améliorer les prestations de services fournis par le gouvernement (53%).
  - Pour le développement du pays (72%) financé par le Burkina Faso lui-même, au lieu de faire recours aux prêts extérieurs.
- Parmi les défis du système fiscal figure l'accès aux informations. En majorité les Burkinabè estiment qu'il est difficile de savoir quels taxes ou frais ils sont tenus de payer au gouvernement (58%) et de se renseigner sur la manière dont le gouvernement utilise les recettes provenant des impôts des contribuables (77%).
- Plus du tiers (36%) des Burkinabè estiment que « tous » ou « la plupart » des agents des impôts sont corrompus, et moins de la moitié (47%) des citoyens affirment faire confiance envers la Direction Générale des Impôts.
- Plus de la moitié (53%) des Burkinabè estiment que les gens évitent « souvent » ou « toujours » de payer des impôts.

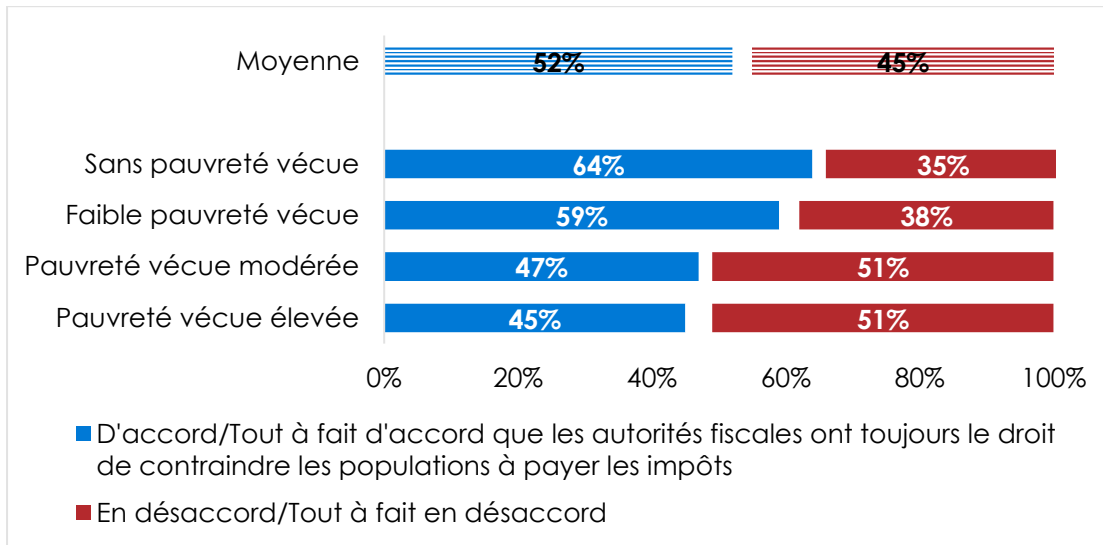
## La légitimité des impôts et taxes

Le droit du gouvernement d'imposer le paiement des impôts et taxes aux Burkinabè est approuvé par juste une légère majorité (52%) de citoyens (Figure 1), ce qui est relativement faible comparé à la moyenne (61%) sur 18 pays enquêtés en 2019/2020. Cette proportion est encore plus faible chez les personnes les plus démunis<sup>1</sup> (45%).

---

<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

**Figure 1: Légitimité des impôts et taxes** | Burkina Faso | 2019

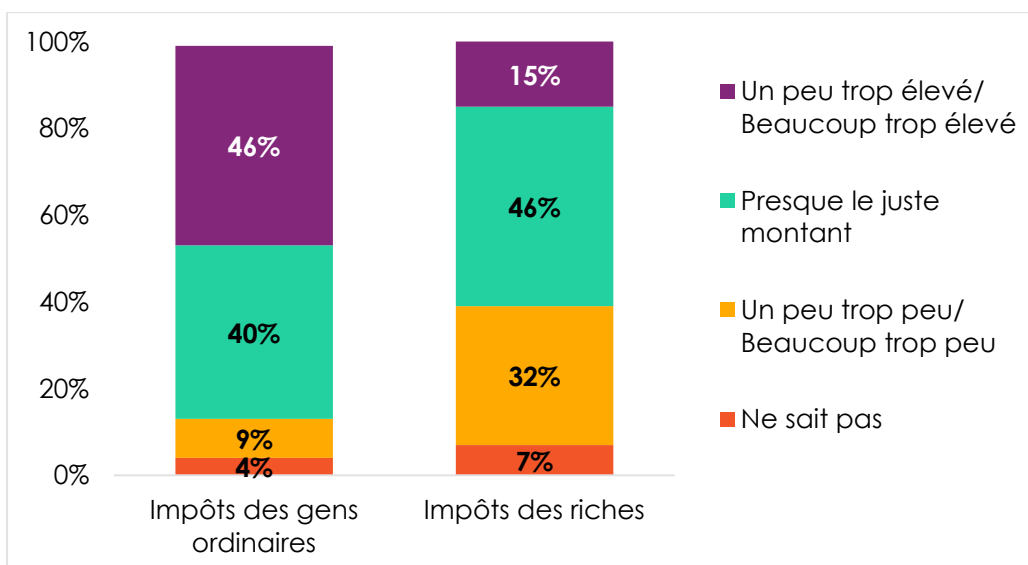


**Question posée aux répondants:** Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les autorités fiscales ont toujours le droit de contraindre les populations à payer les impôts?

### L'équité des impôts

Les Burkinabè notent un manque d'équité entre les riches et les gens ordinaires en ce qui concerne le paiement des impôts. Ainsi, selon près de la moitié d'entre eux (46%), le montant d'impôts que les gens ordinaires sont tenus de payer est « un peu » ou « beaucoup » trop élevé alors que seulement 15% d'entre eux pensent la même chose s'agissant des riches. Au contraire, presque le tiers (32%) pensent que le montant que les riches sont tenus de payer est trop peu (Figure 2).

**Figure 2: Déséquilibre du paiement des impôts entre riches et gens ordinaires**  
 | Burkina Faso | 2019

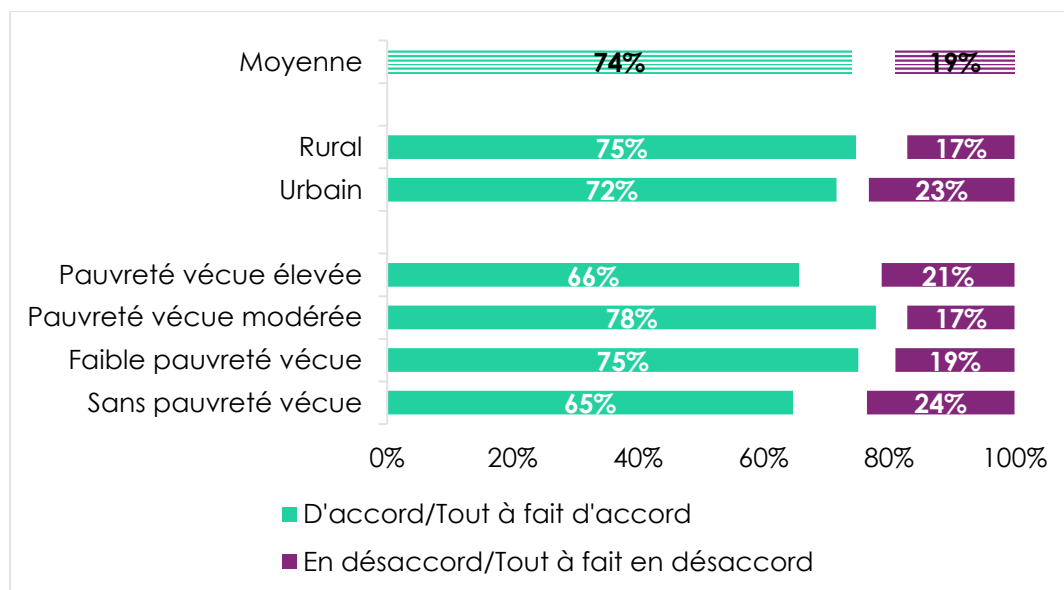


**Questions posées aux répondants:** Pensez-vous que le montant d'impôts que les gens ordinaires/les riches dans ce pays sont tenus de payer au gouvernement est trop peu, trop élevé, ou est presque le juste montant?

En effet, trois quarts (74%) des citoyens sont favorables à ce qu'on impose aux riches un taux d'impôts plus élevé qu'aux gens ordinaires, de sorte à aider le gouvernement à financer des programmes en faveur des pauvres (Figure 3).

Toutes les couches économiques, riches comme pauvres, soutiennent cette approche, même si les plus pauvres (66%) et les plus riches (65%) la soutiennent un peu moins fortement que ceux avec une pauvreté vécue faible (75%) ou modérée (78%). Cette équité est aussi légèrement plus soutenue en milieu rural (75%) qu'en milieu urbain (72%).

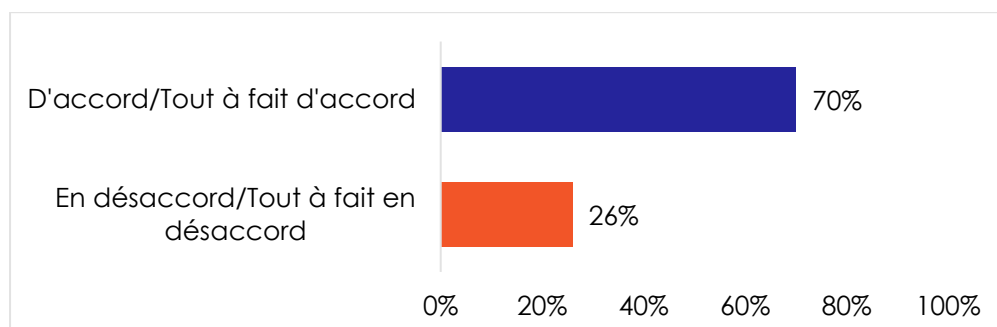
**Figure 3: Plus d'impôts pour les riches en faveur des pauvres?** | par groupe socio-démographique | Burkina Faso | 2019



**Question posée aux répondants:** Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Il est équitable d'imposer aux riches un taux plus élevé que celui des gens ordinaires de sorte à aider le gouvernement à financer des programmes en faveur des pauvres?

Même s'ils sont favorables à l'imposition d'un taux d'impôts plus élevé aux riches qu'aux gens ordinaires, une grande majorité (70%) des Burkinabè estiment que le gouvernement devrait s'assurer que les petits commerçants et les autres personnes opérant dans le secteur informel paient des taxes sur leurs affaires (Figure 4).

**Figure 4: Paiement des impôts par les opérateurs du secteur informel** | Burkina Faso | 2019



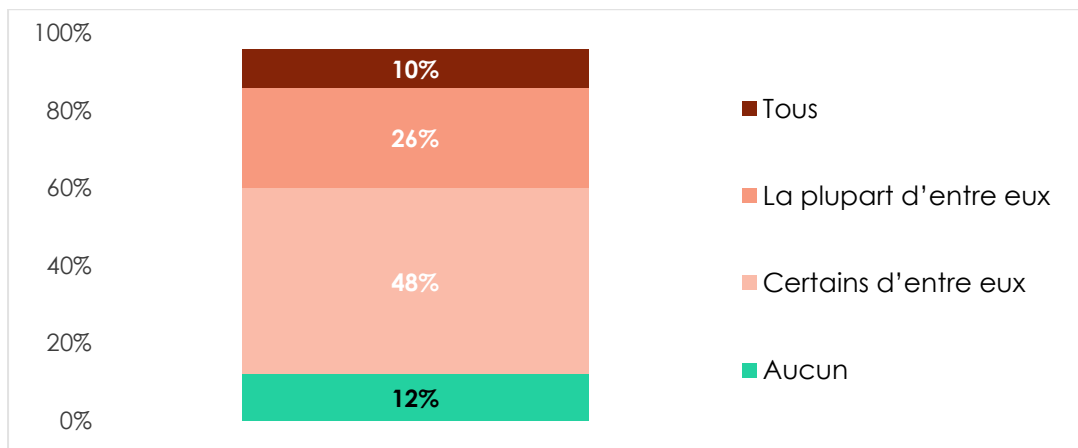
**Question posée aux répondants:** Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Le gouvernement devrait s'assurer que les petits commerçants et les autres personnes opérant dans le secteur informel paient des taxes sur leurs affaires?

## Corruption et manque de confiance

La faible majorité notée plus haut concernant le droit pour le gouvernement de prélever des impôts et taxes pourrait probablement s'expliquer, en partie, par le manque de confiance envers l'institution fiscale principale, à savoir la Direction Générale des Impôts, et par la perception de corruption des agents des impôts. En effet, plus du tiers (36%) des Burkinabè estiment que « tous » ou « la plupart » des agents des impôts sont impliqués dans des affaires de corruption, en plus des 48% qui considèrent que « certains d'entre eux » le sont. Seulement 12% affirment qu'aucun d'entre eux n'est corrompu (Figure 5).

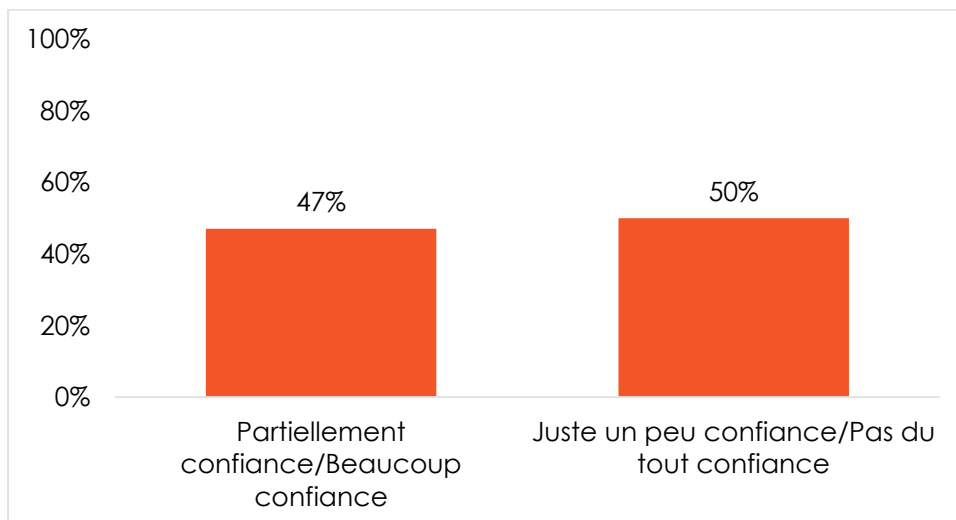
De la même manière, la moitié (50%) des Burkinabè n'ont « pas du tout confiance » ou ont « juste un peu confiance » envers la Direction Générale des Impôts, contre 47% qui leur font « juste un peu » ou « pas du tout » confiance (Figure 6). Ces facteurs pourraient expliquer la réticence des citoyens à s'acquitter de leurs obligations fiscales.

**Figure 5: Corruption perçue des agents des impôts | Burkina Faso | 2019**



**Question posée aux répondants:** Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Les agents des impôts, comme les fonctionnaires de la Direction Générale des Impôts?

**Figure 6: Confiance envers la Direction Générale des Impôts | Burkina Faso | 2019**

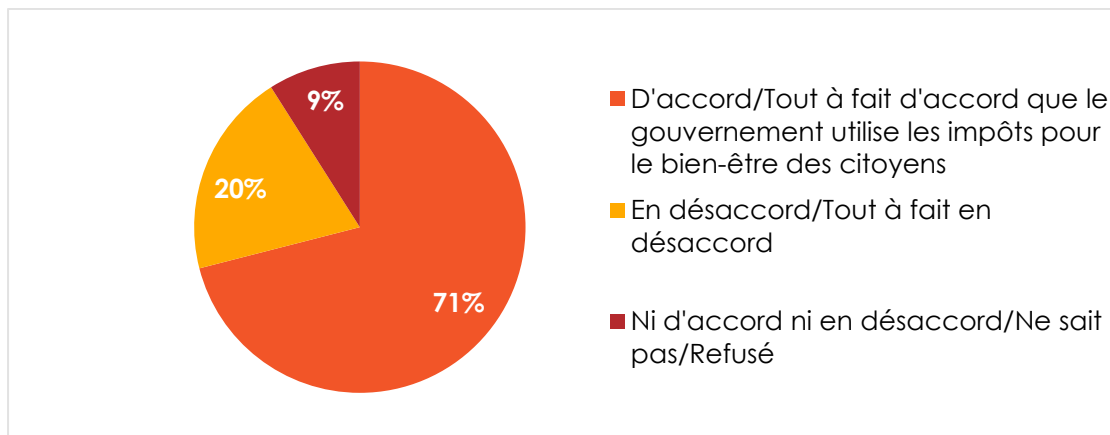


**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: La Direction Générale des Impôts?

## L'utilisation des impôts et taxes par le gouvernement

Malgré une certaine réticence sur le droit du gouvernement d'imposer le paiement des impôts, le manque de confiance envers les institutions fiscales, et la perception de corruption des agents des impôts, on note paradoxalement qu'une forte majorité (71%) des Burkinabè estiment que le gouvernement utilise les recettes fiscales qu'il collecte pour le bien-être des populations (Figure 7).

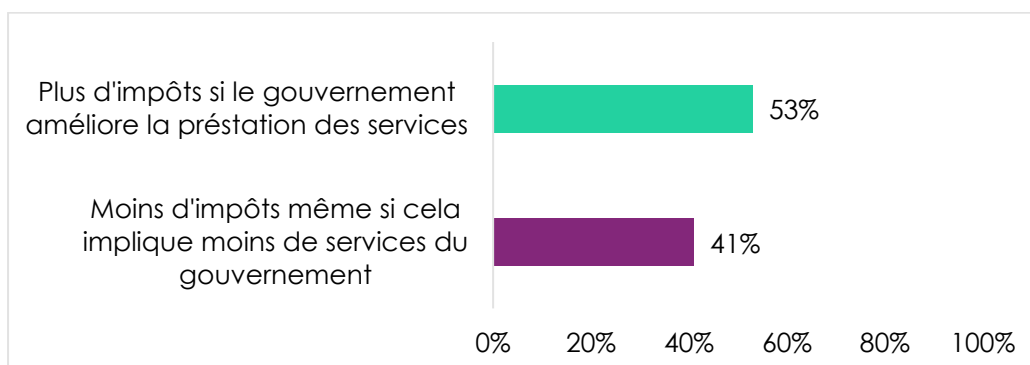
**Figure 7: Le gouvernement utilise-t-il les impôts pour le bien-être des citoyens?**  
 | Burkina Faso | 2019



**Question posée aux répondants:** Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivante: Habituellement, le gouvernement utilise les recettes fiscales qu'il collecte pour le bien-être des citoyens?

En fait, les Burkinabè interrogés affirment leur volonté de payer encore plus d'impôts si cela signifie une amélioration des services publics. Ainsi, plus de la moitié (53%) estiment qu'il serait préférable de payer plus d'impôts si cela se traduit par une amélioration de la prestation des services, contre 41% qui préfèrent payer moins d'impôts même si cela implique moins de services fournis par le gouvernement (Figure 8).

**Figure 8: Plus d'impôts si la prestation des services du gouvernement s'améliore?**  
 | Burkina Faso | 2019



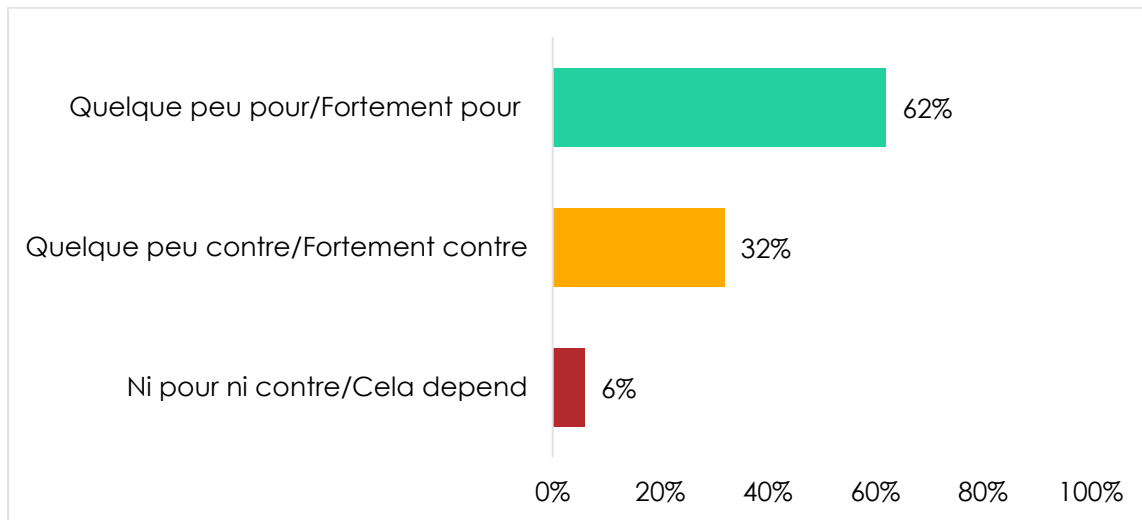
**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Affirmation 1: Il est préférable de payer plus d'impôts si cela veut dire que le gouvernement améliorera la prestation des services.

Affirmation 2: Il est préférable de payer moins d'impôts, même si cela implique moins de services fournis par le gouvernement.

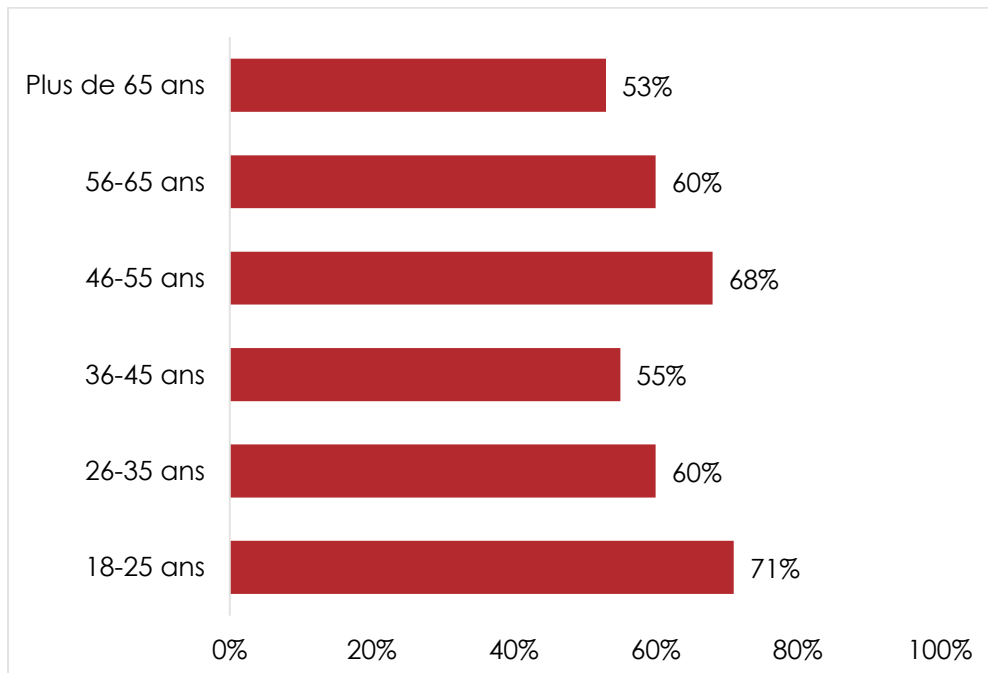
De la même manière qu'ils demandent l'équité pour financer des programmes en faveur des pauvres, les Burkinabès sont également favorables (62%) à plus d'impôts en faveur des programmes d'aide aux jeunes (Figure 9). Un fait intéressant est que les plus jeunes (18-25 ans) sont plus favorables (71%) à une telle augmentation des impôts que leurs aînés (53% des plus de 65 ans) (Figure 10).

**Figure 9: Plus d'impôts pour soutenir les programmes d'aide aux jeunes | Burkina Faso | 2019**



**Question posée aux répondants:** Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir soutenir des programmes d'aide aux jeunes, seriez-vous pour ou contre cette décision?

**Figure 10: Plus d'impôts pour soutenir les programmes d'aide aux jeunes | par âge | Burkina Faso | 2019**

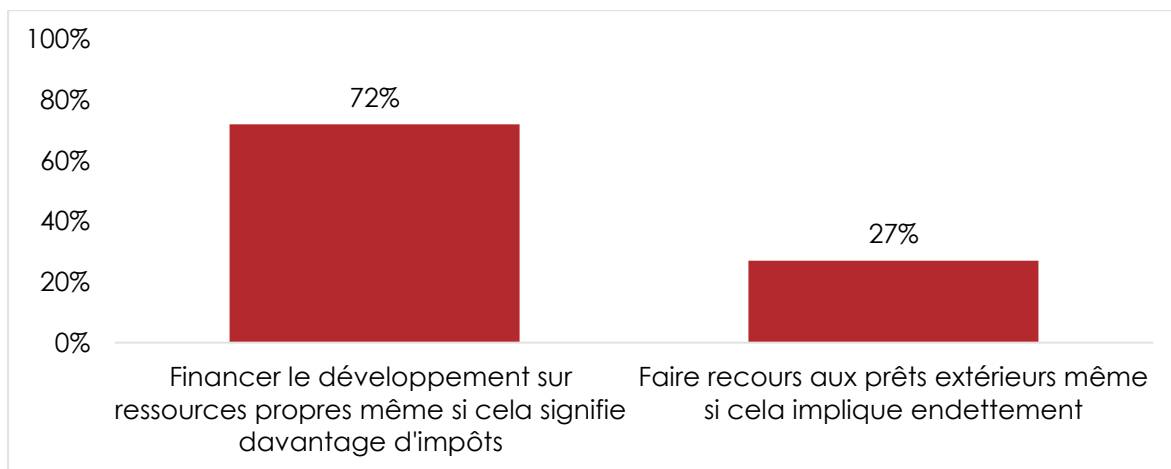


**Question posée aux répondants:** Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir soutenir des programmes d'aide aux jeunes, seriez-vous pour ou contre cette décision? (% qui disent « quelque peu pour » ou « fortement pour »)

De même, les Burkinabè se disent prêts à payer plus d'impôts afin de financer le développement du pays, au lieu d'utiliser des prêts venant de l'extérieur. Ainsi, une large majorité (72%) d'entre eux estiment qu'il est important pour l'indépendance de leur pays de financer leur propre développement même si cela signifie payer davantage d'impôts et de taxes, alors que moins de trois répondants sur 10 (27%) préfèrent recourir aux prêts extérieurs qu'à une augmentation des impôts (Figure 11).

L'opinion selon laquelle l'auto-financement est préférable aux prêts est plus accentuée chez les personnes avec un niveau d'étude secondaire ou post-secondaire (77%) que chez les personnes sans éducation formelle ou avec un niveau d'étude primaire (70%), et plus chez les hommes (74%) que chez les femmes (69%) (Figure 12).

**Figure 11: Préférence d'auto-financement ou de prêts extérieurs pour le développement du pays? | Burkina Faso | 2019**



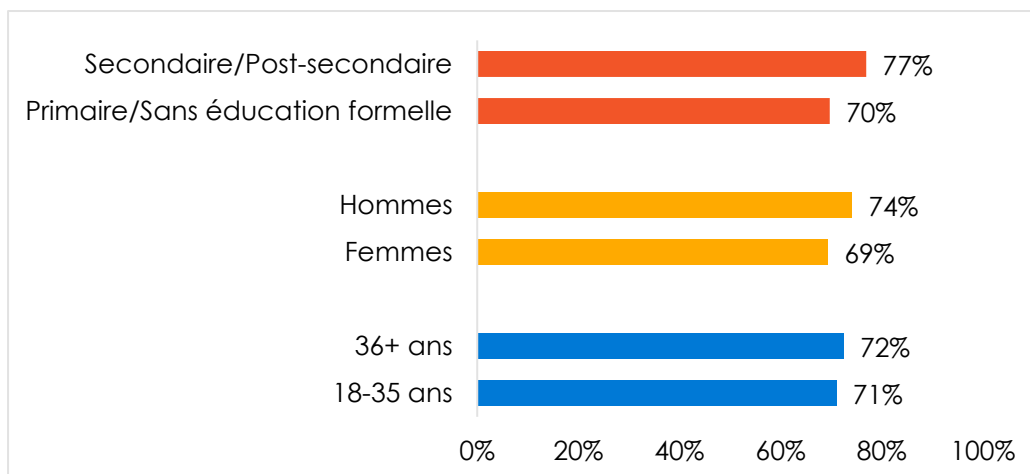
**Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?**

Affirmation 1: Il est important en tant que nation indépendante que nous financions notre développement sur nos propres ressources même si cela signifie davantage d'impôts et taxes.

Affirmation 2: Nous devrions utiliser les prêts extérieurs pour le développement du pays, même si cela accroît notre endettement vis-à-vis des pays et institutions étrangers.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

**Figure 12: Préférence d'auto-financement aux prêts extérieurs pour le développement du pays | par groupe socio-démographique | Burkina Faso | 2019**



(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation que le pays devrait financer son développement sur ses propres ressources)

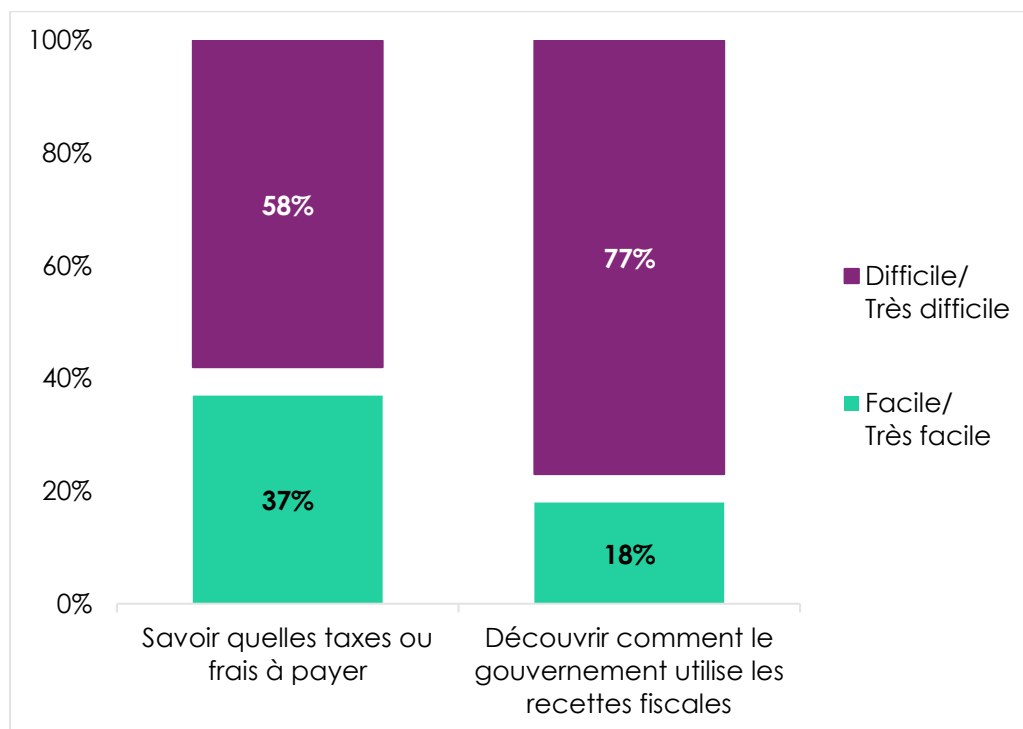


## Autres défis du système fiscal burkinabè

Malgré la volonté de la plupart des Burkinabè de payer et même augmenter leurs impôts afin de soutenir certains objectifs de développement, le bon fonctionnement du système se heurte à plusieurs défis, notamment l'accès difficile aux informations liées aux impôts et taxes.

La transparence dans la collecte et la gestion des impôts est cruciale, car cela permet aux populations d'avoir une visibilité dans l'action des gouvernants et de faire confiance à leurs activités. Mais au Burkina Faso, la majorité (58%) des citoyens estiment qu'il est « difficile » ou « très difficile » de savoir les montants des impôts et taxes qu'ils sont tenus de payer au gouvernement. Ils sont encore plus nombreux (77%) à affirmer avoir des difficultés à se renseigner sur la manière dont le gouvernement utilise les recettes provenant des impôts des contribuables (Figure 13).

**Figure 13: L'accès aux informations liées aux impôts | Burkina Faso | 2019**



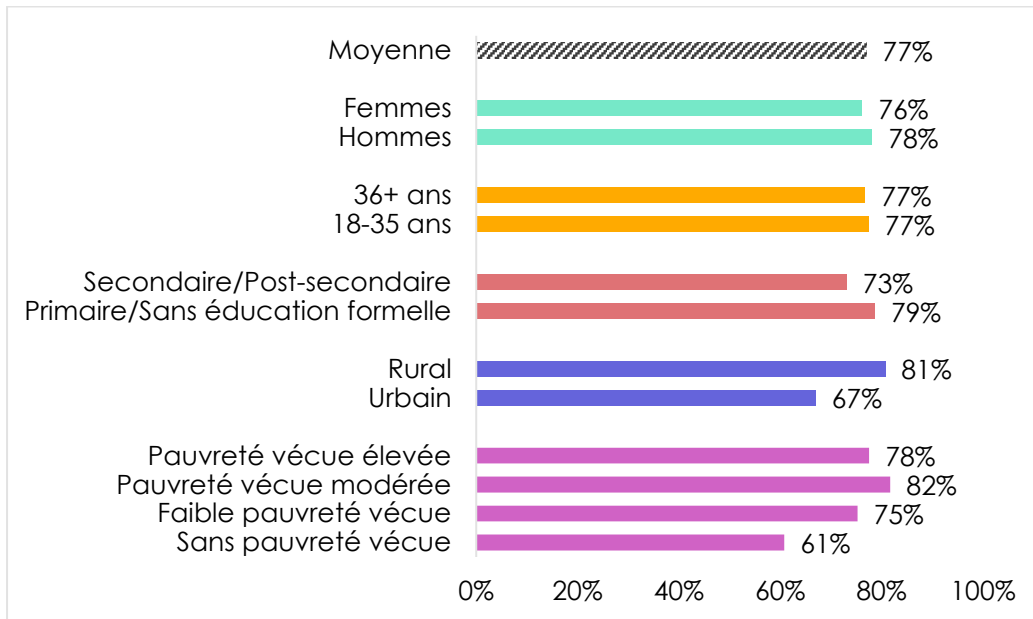
**Questions posées aux répondants:** Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit:

Se renseigner sur les impôts et taxes que vous êtes tenu(e) de payer au gouvernement?

Se renseigner sur la manière dont le gouvernement utilise les recettes provenant des impôts des contribuables?

La difficulté d'accès aux informations liées à l'utilisation des recettes fiscales par le gouvernement est perçue de la même manière par les hommes et les femmes ainsi que par les jeunes et les plus âgés. Mais elle diffère grandement entre ceux qui vivent dans les milieux ruraux (81%) et urbains (67%) ainsi qu'entre les plus pauvres (78%) et les plus nantis (61%) (Figure 14). Les moins instruits (79%) ont plus de difficultés que les plus lettrés (73%) à découvrir comment le gouvernement utilise ses recettes fiscales.

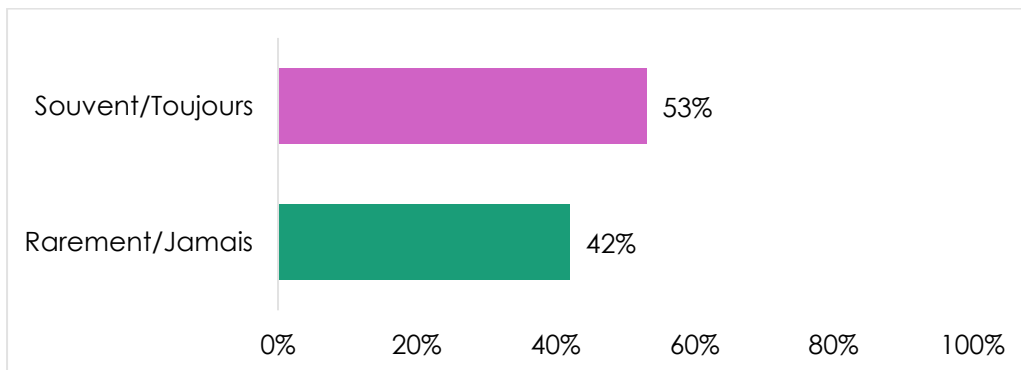
**Figure 14: L'accès difficile aux informations liées à l'utilisation des recettes fiscales par le gouvernement** | par groupe socio-démographique | Burkina Faso | 2019



**Question posée aux répondants:** Selon votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile de faire ce qui suit: Se renseigner sur la manière dont le gouvernement utilise les recettes provenant des impôts des contribuables? (% qui disent « difficile » ou « très difficile »)

Enfin, d'autres disfonctionnements liés au paiement des impôts résident dans le fait que plus de la moitié (53%) des Burkinabè disent que les gens évitent « souvent » ou « toujours » de payer des impôts, contre seulement 42% qui affirment que c'est « rarement » ou « jamais » le cas (Figure 15).

**Figure 15: Les gens évitent de payer des impôts** | Burkina Faso | 2019



**Question posée aux répondants:** A votre avis, à quel point, dans ce pays, les gens évitent-ils de payer les impôts et taxes qu'ils doivent au gouvernement?

## Conclusion

A la lumière des résultats de l'enquête la plus récente d'Afrobarometer au Burkina Faso, on note que le soutien au droit du gouvernement d'imposer des impôts est relativement faible. En même temps, l'enquête révèle une perception de corruption chez les agents des impôts et domaines, un manque de confiance vis-à-vis de la Direction Générale des Impôts, et une

perception de manque d'équité entre riches et citoyens ordinaires. Est-ce la raison pour laquelle le soutien à la légitimité d'imposer le paiement des impôts est faible?

Paradoxalement, la majorité des citoyens ont une opinion positive quant à l'utilisation des recettes fiscales par le gouvernement. Mieux, les Burkinabè semblent prêts à payer plus d'impôts pour soutenir des programmes au profit des jeunes et pour auto-financer le développement du pays au lieu de faire recours aux prêts extérieurs.

Le système fiscal burkinabè connaît cependant un certain nombre de difficultés au nombre desquelles l'accès à l'information et l'évasion fiscale. Ces défis posent l'épineuse question de la modernisation du système fiscal dans un monde en pleine mutation sur le plan numérique et technologique.

---

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil  
d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- CIFOEB (Centre d'Information, de Formation et d'Etude sur le Budget). (2019). Etude sur les facteurs explicatifs de l'incivisme fiscal au Burkina Faso et les modalités d'incitations aux paiements des impôts.
- Fonds Monétaire International. (2019) Rapport du FMI No. 19/16: Burkina Faso.
- LeFaso.net. (2013). Impôts et taxes au Burkina: Les citoyens en paient-ils trop ou peu? 29 avril.
- LeFaso.net. (2020). Paiement des obligations fiscales: La direction générale des impôts lance la version 5 de la plateforme eSINTAX. 1 mars.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique: Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.

**Lionel Ossé** est le chef de projet adjoint d'Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest anglophone et du Nord, basé au Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana). Email: lessima@afrobarometer.org.

**Ousmane Djiby Sambou** est le coordinateur de la communication francophone pour Afrobarometer, basé à CDD-Ghana. Email: osambou@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 437 d'Afrobarometer | 31 mars 2021